

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 1435

[C — 2001/22357]

23 MAI 2001. — Arrêté royal
portant règlement général
en matière de garantie de revenus aux personnes âgées

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 mars 2001 sur l'instauration de la garantie de revenus aux personnes âgées;

Vu la loi du 22 mars 2001 relative aux contestations sur la garantie de revenus aux personnes âgées;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 27 avril 2001;

Vu l'urgence motivée par le fait que la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées entre en vigueur le 1^{er} juin 2001 et qu'il importe dès lors de prendre d'urgence des mesures afin à pourvoir en son exécution, et qu'il importe dès lors que l'Office national des Pensions puisse prendre au plus tôt les dispositions nécessaires à cet effet, y compris l'adaptation des procédures de calcul dans la banque de données et l'exécution préalable de tests;

Vu la nécessité de garantir aux bénéficiaires le paiement de la garantie de revenus aux personnes âgées à partir du 1^{er} juin 2001;

Vu l'avis 31.597/1 du Conseil d'Etat, donné le 8 mai 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions liminaires

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté il y a lieu d'entendre :

1^o par « loi » : la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées;

2^o par « Ministre » : le Ministre qui a les Pensions dans ses attributions;

3^o par « bourgmestre » : le bourgmestre ou le fonctionnaire de l'administration communale délégué par lui;

4^o par « l'Office » : l'Office national des pensions;

5^o par « résidence principale » : la notion telle qu'elle figure à l'article 4 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques;

6^o par « garantie de revenus » : la garantie de revenus aux personnes âgées instituée par la loi visée au 1^o;

7^o par « demandeur » : la personne qui a demandé la garantie de revenus ou dont le droit à la garantie de revenus est examiné d'office.

CHAPITRE II. — Des demandes et de la procédure administrative

Section 1^{re}. — Demande introduite
auprès de l'administration communale

Art. 2. La demande est reçue par le bourgmestre de la commune dans laquelle le demandeur a sa résidence principale.

Art. 3. Le bourgmestre est tenu de recevoir les demandes au moins une fois par semaine, un jour spécialement désigné à cet effet.

Un avis est affiché d'une façon apparente et permanente à l'endroit réservé aux publications officielles.

Il indique le local ainsi que les jours et heures auxquels les demandeurs peuvent se présenter.

Art. 4. Le demandeur est tenu de se présenter personnellement chez le bourgmestre et d'être en possession de sa carte d'identité.

Il peut toutefois se faire représenter par une personne spécialement mandatée à cet effet. Cette personne doit être majeure et être en possession des documents visés à l'alinéa précédent ainsi que de sa propre carte d'identité et d'une procuration jointe à la demande.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 1435

[C — 2001/22357]

23 MEI 2001. — Koninklijk besluit
tot instelling van een algemeen reglement
betreffende de inkomensgarantie voor ouderen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen;

Gelet op de wet van 22 maart 2001 betreffende de betwistingen over de inkomensgarantie voor ouderen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 maart 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 april 2001;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen in voege treedt op 1 juni 2001 en dat bijgevolg dringend maatregelen dienen getroffen te worden tot uitvoering ervan, en dat het bijgevolg van belang is dat de Rijksdienst voor Pensioenen zo vlug mogelijk de nodige schikkingen hiertoe dient te treffen, inbegrepen de aanpassing van de berekeningsprocedures in de gegevensbank en deze voorafgaandelijk te testen;

Gelet op de noodwendigheid om de uitkering van de inkomensgarantie voor ouderen aan de gerechtigden vanaf 1 juni 2001 te kunnen waarborgen;

Gelet op het advies 31.597/1 van de Raad van State, gegeven op 8 mei 2001 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Inleidende bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan :

1^o onder « wet » : de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen;

2^o onder « Minister » : de Minister die de Pensioenen onder zijn bevoegdheid heeft;

3^o onder « burgemeester » : de burgemeester of de door hem gemachtigde ambtenaar van het gemeentebestuur;

4^o onder « Rijksdienst » : de Rijksdienst voor Pensioenen;

5^o onder « hoofdverblijfplaats » : het begrip zoals het voorkomt in artikel 4 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

6^o onder « inkomensgarantie » : de inkomensgarantie voor ouderen, ingesteld door de in 1^o bedoelde wet;

7^o onder « aanvrager » : de persoon die de inkomensgarantie heeft aangevraagd of wiens recht op inkomensgarantie ambtshalve wordt onderzocht.

HOOFDSTUK II. — De aanvragen en de administratieve procedure

Afdeling 1. — Aanvraag ingediend
bij het gemeentebestuur

Art. 2. De aanvraag wordt ontvangen door de burgemeester van de gemeente waar de aanvrager zijn hoofdverblijfplaats heeft.

Art. 3. De burgemeester is ertoe gehouden de aanvragen minstens eenmaal per week, op een daartoe vastgestelde dag, in ontvangst te nemen.

Een bericht wordt op zichtbare en bestendige wijze aangebracht op de plaats die voor de officiële bekendmakingen is voorbehouden.

Het wijst het lokaal alsmede de dagen en uren aan waarop de aanvragers zich mogen aanbieden.

Art. 4. De aanvrager moet zich persoonlijk bij de burgemeester aanbieden en in het bezit zijn van zijn identiteitskaart.

Hij kan zich evenwel laten vertegenwoordigen door een daartoe speciaal gemachtigd persoon. Deze persoon moet meerderjarig zijn en in het bezit van de in het vorige lid bedoelde stuk alsmede van zijn eigen identiteitskaart en van een bij de aanvraag te voegen volmacht.

Le jour même où le demandeur ou son mandataire se présente en vue d'introduire une demande, le bourgmestre l'inscrit dans le registre fourni par l'Office. Ce registre doit être tenu par ordre chronologique, sans blanc, ni rature, ni transport en marge.

Le bourgmestre peut, à sa demande et si les nécessités locales le requièrent, être autorisé par l'Office à tenir deux ou plusieurs registres d'inscription des demandes.

Le demandeur ou son mandataire signe le registre dans la case réservée à cette fin.

Art. 5. Le bourgmestre établit la demande sur un formulaire dont le modèle est déterminé par l'Office et qui est mis à sa disposition.

Il mentionne sur la demande que les renseignements relatifs à l'identité et à l'état civil du demandeur et, le cas échéant, de chacune des personnes qui partagent avec lui la même résidence principale, sont exacts, que toutes les questions figurant sur le formulaire requis ont été posées et que les réponses ont été adéquatement reproduites.

Il fait signer la demande par le demandeur ou son mandataire qui certifie ainsi que les renseignements fournis sont sincères et complets.

Il atteste que toutes les formalités prescrites ont été remplies.

Le bourgmestre est tenu de joindre à la demande tous les documents que l'intéressé veut produire à l'appui de celle-ci.

Art. 6. Le bourgmestre remet au demandeur ou à son mandataire un accusé de réception portant la date à laquelle il s'est présenté en vue d'introduire la demande.

L'accusé de réception, le formulaire de demande et l'inscription dans le registre visé à l'article 4, doivent porter la même date.

Seule l'inscription dans le registre constitue la preuve de la date d'introduction de la demande.

En aucun cas le bourgmestre ne peut refuser de recevoir une demande.

Il ne peut remettre le formulaire visé à l'article 5 au demandeur, à son mandataire ou à une tierce personne, ni avant ni après l'accomplissement des formalités d'introduction de la demande.

Art. 7. Le bourgmestre transmet la demande au siège central de l'Office dans les cinq jours de la réception.

Toutes les demandes qui font partie d'un même envoi sont reprises sur un des bordereaux fournis au bourgmestre par l'Office. Le bordereau est dressé en double exemplaire. Un exemplaire est renvoyé à le bourgmestre par l'Office comme accusé de réception.

Le bourgmestre peut aux conditions fixées par l'Office être autorisé à transmettre les demandes par voie électronique.

Section 2. — Demande introduite auprès de l'Office

Art. 8. § 1^{er}. La personne qui a sa résidence principale en Belgique peut se présenter en personne à l'Office en vue d'introduire leur demande.

Aux conditions visées à l'article 4, il peut également se faire représenter par une personne spécialement mandatée à cet effet.

Sur la production de sa carte d'identité la demande est consignée sur un formulaire prévu à cet effet; elle est datée et signée par le demandeur ou son mandataire.

§ 2. L'Office remet au demandeur ou à son mandataire un accusé de réception mentionnant la date à laquelle la demande est introduite.

Section 3. — Identification

Art. 9. L'Office est tenu de s'adresser au Registre national des personnes physiques pour obtenir les informations visées à l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ou lorsqu'il vérifie l'exactitude de ces informations.

Le recours à une autre source n'est autorisé que dans la mesure où les informations nécessaires ne peuvent pas être obtenues auprès du Registre national. Dans ce cas, l'Office communique le contenu des informations, à titre de renseignement, au Registre national des personnes physiques en y joignant les documents justificatifs.

De dag zelf waarop de aanvrager of zijn lasthebber zich aanbiedt om een aanvraag in te dienen, schrijft de burgemeester deze in het door de Rijksdienst ter beschikking gesteld register in. Dat register moet chronologisch worden bijgehouden, zonder tussenruimten, doorhalingen of kanttekeningen.

De burgemeester kan, op haar verzoek en indien de plaatselijke noodwendigheden het vereisen, door de Rijksdienst ertoe gemachtigd worden twee of meer inschrijvingsregisters van de aanvragen bij te houden.

De aanvrager of zijn lasthebber tekent het register in het daartoe voorbehouden vak.

Art. 5. De burgemeester stelt de aanvraag op een formulier waarvan het model bepaald wordt door de Rijksdienst en dat haar ter beschikking wordt gesteld.

Hij vermeldt op de aanvraag dat de inlichtingen met betrekking tot de identiteit en de burgerlijke stand van de aanvrager en, in voorkomend geval, van ieder persoon die met hem dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, juist zijn, dat al de op het bedoelde formulier voorkomende vragen werden gesteld en dat de antwoorden op juiste wijze werden weergegeven.

Hij laat de aanvraag ondertekenen door de aanvrager of zijn lasthebber die aldus bevestigt dat de verstrekte inlichtingen oprecht en volledig zijn.

Hij vermeldt dat al de voorgeschreven formaliteiten werden vervuld.

De burgemeester moet bij de aanvraag alle stukken voegen die de belanghebbende tot staving daarvan wil voorleggen.

Art. 6. De burgemeester overhandigt aan de aanvrager of aan zijn lasthebber een ontvangstbewijs dat de datum vermeldt waarop hij zich heeft aangeboden om de aanvraag in te dienen.

Het ontvangstbewijs, het aanvraagformulier en de inschrijving in het bij artikel 4 bedoelde register, moeten dezelfde datum dragen.

Alleen de inschrijving in het register levert het bewijs van de datum van indiening van de aanvraag.

In geen enkel geval mag de burgemeester weigeren een aanvraag in ontvangst te nemen.

Noch vóór noch na het vervullen van de formaliteiten van indiening van de aanvraag mag hij het in artikel 5 bedoelde formulier aan de aanvrager, aan zijn lasthebber of aan een derde overhandigen.

Art. 7. Binnen vijf dagen na ontvangst van de aanvraag stuurt de burgemeester ze naar de hoofdzetel van de Rijksdienst.

Al de aanvragen die deel uitmaken van eenzelfde zending worden vermeld op een door de Rijksdienst ter beschikking van de burgemeester gesteld borderel. Het borderel wordt in dubbel exemplaar opgesteld. Een exemplaar wordt door de Rijksdienst als ontvangstbewijs naar de burgemeester teruggezonden.

De burgemeester kan er onder de door de Rijksdienst bepaalde voorwaarden toe gemachtigd worden de aanvragen langs elektronische weg over te maken.

Afdeling 2. — Aanvraag ingediend bij de Rijksdienst

Art. 8. § 1. De persoon die in België zijn hoofdverblijfplaats heeft, mag zich persoonlijk wenden tot de Rijksdienst om zijn aanvraag in te dienen.

Onder de in artikel 4 bepaalde voorwaarden kan hij zich evenwel laten vertegenwoordigen door een daartoe speciaal gemachtigd persoon.

Op voorlegging van zijn identiteitskaart wordt de aanvraag opgesteld op een daartoe voorzien formulier; het wordt gedateerd en ondertekend door de aanvrager of door zijn lasthebber.

§ 2. De Rijksdienst overhandigt aan de aanvrager of zijn lasthebber een ontvangstbewijs dat de datum vermeldt waarop de aanvraag is ingediend.

Afdeling 3. — Identificatie

Art. 9. De Rijksdienst is verplicht zich tot het Rijksregister van de natuurlijke personen te richten om de informatiegegevens bedoeld bij artikel 3, eerste en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen te verkrijgen of wanneer hij de juistheid van deze informatiegegevens nagaat.

Het beroep doen op een andere bron is slechts toegestaan in de mate dat de nodige informatiegegevens niet bij het Rijksregister kunnen verkregen worden. In dit geval deelt de Rijksdienst de inhoud van de informatiegegevens, ten titel van inlichting, mee aan het Rijksregister van de natuurlijke personen en voegt hij er de bewijsstukken bij.

Section 4. — Octroi d'office

Art. 10. § 1^{er}. L'Office procède à l'examen d'office des droits à la garantie de revenus des personnes qui atteignent l'âge visé aux articles 3 ou 17 de la loi et qui bénéficient :

1° d'une allocation de handicapé en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

2° du minimum de moyens d'existence en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit au minimum de moyens d'existence;

3° d'une pension dans le régime des travailleurs salariés ou indépendants, même si elle est octroyée anticipativement, à moins que son montant empêche l'octroi de la garantie de revenus.

Le droit à la garantie de revenus prend cours le premier du mois qui suit celui au cours duquel l'âge visé à l'alinéa 1^{er} est atteint.

§ 2. Les institutions ou administrations qui paient les prestations visées au paragraphe 1^{er}, 1° ou 2°, informent l'Office six mois avant que l'âge visé au paragraphe 1^{er} soit atteint.

Section 5. — Avances

Art. 11. L'Office peut payer des avances lorsqu'il apparaît, lors de l'instruction des droits à la garantie de revenus, au degré administratif ou juridictionnel, qu'une décision définitive ne peut pas encore être prise.

L'Office détermine le montant des avances sur la base des éléments probants en sa possession.

Par une communication qui n'est pas susceptible de recours, l'Office fait savoir au bénéficiaire qu'il sera procédé au paiement d'avances.

Section 6. — Nouvelles décisions

Art. 12. § 1^{er}. Le bénéficiaire de la garantie de revenus accordée en vertu d'une décision définitive ou d'une décision juridictionnelle ayant force de chose jugée a la faculté d'introduire une nouvelle demande dans les formes prévues aux sections 2 et 3 de ce chapitre.

Une nouvelle demande ne peut être déclarée fondée qu'au vu d'éléments de preuve nouveaux qui n'avaient pas été soumis antérieurement à l'autorité administrative ou à la juridiction compétente ou en raison d'une modification d'une disposition légale ou réglementaire.

Cette faculté est reconnue, aux mêmes conditions, aux personnes auxquelles le bénéfice de la garantie de revenus a été refusé.

La nouvelle décision prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la nouvelle demande a été introduite.

§ 2. La requête devant le tribunal du travail ou l'appel devant la cour du travail portant sur une décision relative à la garantie de revenus valent nouvelle demande de la garantie de revenus s'ils sont déclarés irrecevables pour cause de forclusion.

Art. 13. § 1^{er}. Lorsqu'il est constaté que la décision ou son exécution est entachée d'une irrégularité ou d'une erreur matérielle, l'Office prend une nouvelle décision et/ou corrige l'irrégularité ou l'erreur. La nouvelle décision produit ses effets à la date de prise de cours de la décision rectifiée.

Sans préjudice de l'application du paragraphe 2 du présent article ou de l'article 21 de la loi 13 juin 1966 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins navigant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres, la nouvelle décision produira toutefois ses effets, en cas d'erreur due à l'administration, le premier jour du mois qui suit la notification, si le droit à la prestation est inférieur à celui accordé initialement.

Lorsque l'Office constate qu'une irrégularité ou une erreur matérielle a provoqué un paiement supérieur au droit à la prestation, il peut, par mesure conservatoire, limiter le paiement au montant qu'il estime légalement dû. Dans ce cas, nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, la décision rectificative réduisant le montant de la prestation rétroagit au premier du mois au cours duquel la mesure conservatoire a été appliquée.

§ 2. L'Office peut rapporter la décision et prendre une nouvelle décision dans le délai d'introduction d'une requête devant le tribunal du travail ou si une requête a été introduite, jusqu'à la clôture des débats, lorsque :

a) à la date de prise de cours de la garantie de revenus le droit est modifié par une disposition légale ou réglementaire;

Afdeling 4. — Toekenning van ambtswege

Art. 10. § 1. De Rijksdienst gaat op de in de artikelen 3 of 17 van de wet bedoelde leeftijd over tot een vaststelling van ambtswege van de rechten op de inkomensgarantie voor de personen die in het genot zijn van :

1° een tegemoetkoming aan gehandicapten krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkoming aan de gehandicapten;

2° het bestaansminimum krachtens de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op het bestaansminimum;

3° een pensioen in de regeling voor werknemers of voor zelfstandigen, zelfs indien het vervroegd werd toegekend, tenzij het bedrag ervan de toekenning van de inkomensgarantie verhindert.

Het recht op inkomensgarantie gaat in de eerste van de maand die volgt op deze waarop de in het eerste lid bedoelde leeftijd wordt bereikt.

§ 2. De instellingen of besturen die de in § 1, 1° of 2°, bedoelde voordelen betalen, stellen de Rijksdienst hiervan in kennis zes maanden voor de in § 1 bedoelde leeftijd wordt bereikt.

Afdeling 5. — Voorschotten

Art. 11. De Rijksdienst kan voorschotten uitbetalen wanneer uit het onderzoek van de rechten op inkomensgarantie, zowel administratief als gerechtelijk, blijkt dat er nog geen definitieve beslissing kan worden genomen.

De Rijksdienst stelt het bedrag van de voorschotten vast op grond van de bewijsstukken waarover hij beschikt.

Met een mededeling die niet vatbaar is voor beroep, stelt de Rijksdienst de gerechtigde ervan in kennis dat voorschotten zullen worden uitbetaald.

Afdeling 6. — Nieuwe beslissingen

Art. 12. § 1. De gerechtigde op een inkomensgarantie die op grond van een definitieve beslissing of van een rechterlijke beslissing die kracht van gewijsde heeft is toegekend, kan een nieuwe aanvraag indienen in de vormen bepaald in de afdelingen 2 en 3 van dit hoofdstuk.

Een nieuwe aanvraag kan slechts gegrond worden verklaard op basis van nieuwe bewijselementen die vroeger niet aan de administratieve overheid of aan het bevoegde rechtscollege werden voorgelegd of op grond van een wijziging van een wettelijke of reglementaire bepaling.

De personen aan wie het recht op inkomensgarantie werd geweigerd, beschikken, onder dezelfde voorwaarden, over die mogelijkheid.

De nieuwe beslissing gaat in de eerste dag van de maand volgend op die waarin de nieuwe aanvraag werd ingediend.

§ 2. Het verzoekschrift bij de arbeidsrechtbank of het hoger beroep bij het arbeidshof inzake een beslissing over een inkomensgarantie geldt als nieuwe aanvraag om inkomensgarantie indien het wegens laattijdigheid onontvankelijk wordt verklaard.

Art. 13. § 1. Wanneer vastgesteld wordt dat aan de beslissing of de uitvoering ervan een onregelmatigheid of een materiële vergissing kleeft, treft de Rijksdienst een nieuwe beslissing en/of herstelt hij de onregelmatigheid of de vergissing. De nieuwe beslissing heeft uitwerking op de ingangsdatum van de verbeterde beslissing.

Onverminderd de toepassing van § 2 van dit artikel of van artikel 21 van de wet van 13 juni 1966 betreffende de rust en overlevingspensioenen voor arbeiders, bedienden, zeevarenden onder Belgische vlag, mijnwerkers en vrijwillig verzekerden, zal, als de vergissing aan de administratie te wijten is, de nieuwe beslissing evenwel uitwerking hebben op de eerste dag van de maand na de kennisgeving, als het recht op de uitkering kleiner is dan het recht dat eerst werd toegekend.

Wanneer de Rijksdienst vaststelt dat een onregelmatigheid of een materiële vergissing een hogere betaling dan het recht op de uitkering heeft veroorzaakt, kan hij de betaling bij bewarende maatregel beperken tot het bedrag dat hij als wettelijk verschuldigd beschouwt. In dit geval heeft, ondanks de bepalingen van het vorig lid, de verbeterende beslissing die het bedrag van de uitkering beperkt, uitwerking de eerste van de maand waarin de bewarende maatregel werd toegepast.

§ 2. De Rijksdienst kan de beslissing intrekken en een nieuwe beslissing nemen binnen de termijn van indiening van een verzoekschrift bij de arbeidsrechtbank of als een verzoekschrift werd ingediend, tot op de sluiting van de debatten, wanneer :

a) op de ingangsdatum van de inkomensgarantie het recht door een wettelijke of reglementaire bepaling is gewijzigd;

b) un fait nouveau ou des éléments de preuve nouveaux ayant une incidence sur les droits du demandeur sont invoqués en cours d'instance;

c) il est constaté que la décision est entachée d'erreur administrative.

Art. 14. § 1^{er}. L'Office procède à la révision d'office des droits à la garantie de revenus, lorsqu'un des faits suivants est constaté :

1° la modification du nombre de personnes qui partagent la même résidence principale;

2° une modification des ressources;

3° une modification du montant des pensions qui résulte exclusivement d'une nouvelle décision d'octroi; dans ce cas la décision est revue compte tenu de cette modification sans qu'il soit procédé à un nouvel examen des ressources.

Le droit à la garantie de revenus est, le cas échéant, revu à partir du premier du mois qui suit celui au cours duquel la modification est intervenue.

§ 2. 1°. Lorsque l'événement visé au paragraphe 1^{er}, 1°, résulte du décès du bénéficiaire ou d'une des personnes avec qui il partage la même résidence principale, l'Office procède à un nouvel examen de la garantie de revenus du bénéficiaire survivant compte tenu des biens réellement recueillis dans la succession et lui notifie une nouvelle décision. Ce nouvel examen des ressources se limite aux biens du défunt visé à l'alinéa 1^{er} réellement recueillis par lui et/ou par les autres personnes avec qui il partage la même résidence principale, qui, le cas échéant, s'ajouteront à ses autres ressources et pensions personnelles, ainsi qu'à celles des autres personnes avec qui il partage la même résidence principale, considérées comme inchangées.

Si le bénéficiaire survivant produit la preuve que ni lui, ni les autres personnes avec qui il partage la même résidence principale, n'ont recueilli aucun bien de la succession du défunt visé à l'alinéa 1^{er}, la garantie de revenus fait l'objet d'une nouvelle décision sans prise en compte de ressources du défunt.

Dans l'attente de la nouvelle décision visée à l'alinéa 1^{er}, la garantie de revenus est recalculée et payée à titre d'avances récupérables. Pour la détermination du montant des avances, les ressources du défunt sont présumées appartenir à parts égales aux personnes survivantes qui partageaient avec le défunt la même résidence principale.

Si le bénéficiaire survivant estime pouvoir prétendre à une avance plus importante compte tenu de la dévolution successorale effective, il fait parvenir à l'Office une copie de la déclaration de succession ou tout autre document qui atteste la manière selon laquelle la succession est dévolue. Le cas échéant, l'Office rectifie le montant des avances consenties à due concurrence.

2° Lorsque l'événement visé au paragraphe 1^{er}, 1°, résulte de l'admission du bénéficiaire ou d'une des personnes qui partagent avec lui la même résidence principale, dans une maison de repos ou une maison de repos et de soins, ou une institution de soins psychiatriques, sans qu'il soit procédé à un nouvel examen des ressources :

— pour la personne qui y est accueillie, seules ses ressources et ses pensions personnelles sont prises en compte pour la fixation de la garantie de revenus;

— pour les autres bénéficiaires, il est uniquement tenu compte des ressources et des pensions des personnes qui partagent la même résidence principale.

Les montants des ressources et des pensions à prendre en considération correspondent à ceux dont il a été tenu compte lors de la plus récente décision ou révision. La nouvelle décision est notifiée à chacun des bénéficiaires visés à l'alinéa précédent par lettre recommandée à la poste.

Section 7. — L'examen des ressources

Art. 15. § 1^{er}. L'Office fait, le cas échéant, procéder à une enquête sur les ressources; à cet effet, il fait parvenir au demandeur un formulaire de déclaration de ressources.

Si le demandeur partage avec une ou plusieurs autres personnes la même résidence principale, un formulaire de déclaration des ressources est envoyé à chacune d'elles.

Le demandeur, ainsi que chacune des personnes avec qui il partage la même résidence principale, doit répondre de façon précise aux diverses informations requises, certifier sincères et complets les renseignements fournis et en autoriser la vérification. Ils signent leur

b) een nieuw feit of nieuwe bewijselementen die een terugslag hebben op het recht van de aanvrager tijdens het geding worden ingeroepen;

c) vastgesteld wordt dat aan de beslissing een administratieve vergissing kleeft.

Art. 14. § 1. De Rijksdienst herziet van ambtswege de rechten op inkomensgarantie wanneer hij één van de volgende feiten vaststelt :

1° de wijziging van het aantal personen die dezelfde hoofdverblijfplaats delen;

2° een wijziging in de bestaansmiddelen;

3° een wijziging in het bedrag van de pensioenen, die uitsluitend voortspuit uit een nieuwe toekenningsbeslissing; in dit geval wordt de beslissing herzien, rekening houdend met deze wijziging, zonder dat wordt overgegaan tot een nieuw onderzoek van de bestaansmiddelen.

Het recht op inkomensgarantie wordt, in voorkomend geval, herzien vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de wijziging zich heeft voorgedaan.

§ 2. 1° Indien de onder § 1, 1°, bedoelde gebeurtenis te wijten is aan het overlijden van de gerechtigde of van één van de personen die met hem dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, gaat de Rijksdienst over tot een nieuw onderzoek van de inkomensgarantie van de langstlevende gerechtigde, rekening houdend met de uit de nalatenschap werkelijk ontvangen goederen en betekent hem een nieuwe beslissing. Dit nieuw onderzoek naar de bestaansmiddelen beperkt zich tot de goederen die hij en/of de andere personen die met hem dezelfde hoofdverblijfplaats delen, van de in het eerste lid bedoelde overledene werkelijk ontvangen hebben en die zich bij zijn andere, als ongewijzigd beschouwde bestaansmiddelen en persoonlijke pensioenen zullen voegen, evenals bij die van de andere personen die met hem dezelfde hoofdverblijfplaats delen.

Indien de langstlevende gerechtigde het bewijs levert dat noch hij, noch de andere personen die met hem dezelfde hoofdverblijfplaats delen, een goed uit de nalatenschap van de in het eerste lid bedoelde overledene hebben ontvangen, maakt de inkomensgarantie het voorwerp uit van een nieuwe beslissing, waarbij geen rekening gehouden wordt met de bestaansmiddelen van de overledene.

In afwachting van de in het eerste lid bedoelde nieuwe beslissing, wordt de inkomensgarantie herberekend en betaald onder de vorm van terugvorderbare voorschotten. Voor de vaststelling van het bedrag van de voorschotten, worden de bestaansmiddelen van de overledene geacht voor een gelijk deel toe te behoren aan de langstlevende personen die met de overledene dezelfde hoofdverblijfplaats deelden.

Indien, gelet op de werkelijke erfopvolging, de langstlevende gerechtigde meent aanspraak te kunnen maken op een hoger voorschot, verstuurt hij aan de Rijksdienst een afschrift van de aangifte van de nalatenschap of van elk ander document dat het bewijs levert van de wijze waarop de nalatenschap vereffend is. In voorkomend geval zet de Rijksdienst het bedrag van de voorschotten recht.

2° Indien de gebeurtenis bedoeld onder § 1, 1°, te wijten is aan het feit dat de gerechtigde of een persoon die met hem dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, wordt opgenomen in een rusthuis, in een rust- en verzorgingstehuis of in een psychiatrische verzorgingsinstelling, worden, zonder nieuw onderzoek ten gronde van de bestaansmiddelen :

— voor de opgenomen persoon enkel de persoonlijke bestaansmiddelen en pensioenen in aanmerking genomen voor de vaststelling van de inkomensgarantie;

— voor de andere gerechtigden enkel de bestaansmiddelen en de pensioenen in aanmerking genomen van de personen die dezelfde hoofdverblijfplaats blijven delen.

De in aanmerking te nemen bedragen van de bestaansmiddelen en de pensioenen stemmen overeen met degene die voor de meest recente beslissing of herziening in aanmerking genomen werden. Ieder van de gerechtigden wordt bij een ter post aangetekend schrijven van de nieuwe beslissing in kennis gesteld.

Afdeling 7. — Het onderzoek naar de bestaansmiddelen

Art. 15. § 1. De Rijksdienst gaat, in voorkomend geval, over tot een onderzoek naar de bestaansmiddelen; te dien einde zendt hij aan de aanvrager een formulier van aangifte van bestaansmiddelen.

Indien de aanvrager met één of meerdere personen dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, wordt aan ieder van deze personen een formulier van aangifte van bestaansmiddelen toegezonden.

De aanvrager en iedere persoon waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, moeten nauwkeurig antwoorden op de verschillende gestelde vragen, bevestigen dat de verstrekte inlichtingen oprecht en volledig zijn en het nazicht ervan toelaten. Zij ondertekenen hun

formulaire et joignent chacun leur plus récent avertissement-extrait de rôle de l'administration des contributions directes, ainsi qu'une liste attestée sur l'honneur des biens immobiliers cédés à titre onéreux ou à titre gratuit et des droits réels qu'ils possédaient sur ces biens. La liste est étayée d'une copie de l'acte de vente ou de l'acte notarié.

Le demandeur, ainsi que chacune des personnes qui partagent avec lui la même résidence principale, est tenu de remplir et de renvoyer ce formulaire accompagné des éléments de preuve requis dans le mois de sa réception.

Si le demandeur et/ou une des personnes avec qui il partage la même résidence principale, ne satisfait pas à l'obligation visée à l'alinéa précédent, il lui est adressé un rappel par lettre recommandée à la poste; s'il ne donne pas suite à ce rappel dans un délai d'un mois, la garantie de revenus est refusée.

§ 2. Le bénéficiaire de la garantie de revenus adresse à l'Office par pli recommandé à la poste la déclaration visée à l'article 5, paragraphe 1^{er}, alinéa 3, de la loi.

La déclaration visée à l'alinéa 1^{er} doit mentionner la date, la nature et l'importance des modifications intervenues dans les ressources à prendre en considération.

Art. 16. Si un examen complémentaire s'avère nécessaire, la déclaration visée à l'article 15 est, aux fins de vérification, transmise à l'inspecteur principal de l'administration de la fiscalité des entreprises et des revenus.

L'Office détermine les modèles de formulaire de demande de renseignements nécessaires à l'instruction du dossier à adresser au Ministère des Finances.

Art. 17. L'inspecteur principal de l'administration de la fiscalité des entreprises et des revenus communique les renseignements requis à la demande de l'Office. Le cas échéant, il est tenu de réclamer aux bureaux compétents de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tous renseignements relatifs aux biens meubles et immeubles dont le demandeur, et les personnes avec qui il partage la même résidence principale, sont ou ont été propriétaires ou usufruitiers.

L'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines doit communiquer à l'inspecteur principal de l'administration de la fiscalité des entreprises et des revenus tous les éléments en sa possession, et notamment ceux relatifs aux prêts et rentes hypothécaires, ainsi qu'aux valeurs mobilières, dont la possession, dans le chef du demandeur ou des personnes avec qui il partage la même résidence principale, a été révélée par une déclaration de succession, un acte de partage ou de liquidation, un acte publié au recueil des actes de sociétés ou par tout autre acte généralement quelconque.

L'administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines est tenue de signaler les bureaux dans le ressort desquels le demandeur et/ou les personnes avec qui il partage la même résidence principale, sont connus. L'inspecteur principal de l'administration de la fiscalité des entreprises et des revenus adresse à chacun de ces bureaux, une demande de renseignements.

Art. 18. L'inspecteur principal de l'administration de la fiscalité des entreprises et des revenus porte au dossier fiscal de l'intéressé et/ou des personnes avec qui il partage la même résidence principale, la mention qu'une enquête sur les ressources a été effectuée en vue de l'octroi de la garantie de revenus.

Il est tenu de communiquer à l'Office toute modification qui surviendrait dans la situation de fortune de l'intéressé et/ou des personnes avec qui il partage la même résidence principale.

CHAPITRE III. — *Le calcul des ressources*

Section 1^{re}. — Les immunisations

Sous-section 1^{re}. — Les revenus entièrement immunisés

Art. 19. Pour le calcul des ressources, tant pour le demandeur que pour les personnes avec qui il partage la même résidence principale, il n'est pas tenu compte :

- 1° des prestations familiales attribuées sur la base d'un régime belge;
- 2° des prestations ou toutes interventions qui relèvent de l'assistance publique ou privée;
- 3° des rentes alimentaires entre ascendants et descendants;

4° des rentes de chevrons de front et de captivité ainsi que des rentes attachées à un ordre national pour fait de guerre;

formulier en voegen ieder hun meest recente aanslagbiljet van de inkomstenbelastingen bij, evenals een door hen voor waar verklaarde lijst met opgave van de onroerende goederen die ten bezwarende titel of om niet werden afgestaan en de zakelijke rechten die zij op deze onroerende goederen konden laten gelden. De lijst wordt gestaafd door een afschrift van de verkoops- of notariële akte.

De aanvrager en iedere persoon waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, zijn ertoe gehouden dat formulier in te vullen en samen met de gevraagde bewijsstukken terug te zenden binnen de maand na de ontvangst ervan.

Indien de aanvrager en/of één van de personen waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, niet voldoet aan de bij het vorige lid bedoelde verplichting, wordt hem een ter post aangetekende herinnering gezonden; indien hij aan deze herinnering geen gevolg geeft binnen een termijn van één maand, wordt de inkomensgarantie geweigerd.

§ 2. De gerechtigde op de inkomensgarantie dient de bij artikel 5, § 1, derde lid, van de wet beoogde aangifte bij ter post aangetekend schrijven in bij de Rijksdienst.

De bij het eerste lid beoogde aangifte moet de datum, de aard en het bedrag vermelden van de wijziging die zich in de in aanmerking te nemen bestaansmiddelen heeft voorgedaan.

Art. 16. Indien verder onderzoek nodig blijkt, wordt de in artikel 15 bedoelde aangifte voor nazicht doorgestuurd aan de eerste aanwezig inspecteur van de administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit.

De Rijksdienst stelt de modellen van formulieren vast waarmee de voor het onderzoek vereiste inlichtingen bij het Ministerie van Financiën worden opgevraagd.

Art. 17. De eerste aanwezig inspecteur van de administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit deelt de door de Rijksdienst gevraagde gegevens mee. In voorkomend geval is hij ertoe gehouden aan de bevoegde kantoren van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen alle inlichtingen te vragen betreffende de roerende en onroerende goederen waarvan de aanvrager, en iedere persoon die met hem dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, eigenaar of vruchtgebruiker zijn of geweest zijn.

De Administratie van de BTW, registratie en domeinen verstrekt aan de eerste aanwezig inspecteur van de administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit alle gegevens die in zijn bezit zijn, inzonderheid die betreffende de hypothecaire leningen en renten, evenals de roerende waarden van de aanvrager en iedere persoon die met hem dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, die door een aangifte van nalatenschap, een akte van verdeling of van vereffening, een akte verschenen in de verzameling van akten van vennootschappen of door gelijk welke andere akte werden bekendgemaakt.

De Administratie van de BTW, registratie en domeinen is ertoe gehouden de kantoren van de ambtsgebieden te vermelden waarin de aanvrager en/of iedere persoon die met hem dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, gekend zijn. De eerste aanwezig inspecteur van de administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit zendt aan ieder van de kantoren een vraag om inlichtingen.

Art. 18. De eerste aanwezig inspecteur van de administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit vermeldt in het fiscaal dossier van de belanghebbende en/of van de personen met wie hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, dat een onderzoek naar de bestaansmiddelen werd ingesteld met het oog op de toekenning van de inkomensgarantie.

Hij is ertoe gehouden de Rijksdienst kennis te geven van elke wijziging die zich zou voordoen in de vermogenstoestand van de belanghebbende en/of van de personen die met hem dezelfde hoofdverblijfplaats delen.

HOOFDSTUK III. — *De berekening van de bestaansmiddelen*

Afdeling 1. — De vrijstellingen

Onderafdeling 1. — Volledig vrijgestelde inkomsten

Art. 19. Bij het berekenen van de bestaansmiddelen, zowel voor de aanvrager als voor de personen met wie hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, wordt geen rekening gehouden met :

- 1° de gezinsbijslag toegekend krachtens een Belgische regeling;
- 2° de uitkeringen of elke tussenkomst, die verband houden met openbare of private bijstand;
- 3° de onderhoudsgelden tussen ascendenten en descendenten;

4° de frontstrep- en gevangenschapsrenten alsmede de renten verbonden aan een nationale orde op grond van een oorlogsfait;

5° des allocations servies dans le cadre des lois relatives aux estropiés et mutilés, coordonnées par l'arrêté royal du 3 février 1961, et de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés;

6° des allocations servies dans le cadre de la loi du 27 février 1987 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés;

7° l'allocation de chauffage attribuée à certains bénéficiaires d'une pension à charge du régime des travailleurs salariés.

Sous-section 2. — Les revenus partiellement immunisés

Art. 20. Pour l'application de l'article 8 de la loi, un montant s'élevant à 743,68 euros est déduit du revenu cadastral global des biens immeubles bâtis, dont le demandeur et/ou les personnes avec qui il partage la même résidence principale ont la pleine propriété ou l'usufruit.

Ce montant est majoré de 123,95 euros pour chaque enfant pour lequel le demandeur et/ou les personnes avec qui il partage la même résidence principale perçoit des allocations familiales.

Art. 21. Lorsque le demandeur et/ou les personnes avec qui il partage la même résidence principale, n'ont la pleine propriété ou l'usufruit que de biens immeubles non bâtis, pour l'application de l'article 8 de la loi, il est porté en compte pour le calcul des ressources le total des revenus cadastraux de ces biens, diminué de 29,75 euros.

Art. 22. Pour l'imputation des pensions du montant de la garantie des ressources, il est tenu compte de 90 p.c. des prestations visées à l'article 12 de la loi dont bénéficie le demandeur et/ou les personnes avec qui il partage la même résidence principale.

Art. 23. En cas de cession de biens à titre onéreux :

1° soit de la maison d'habitation appartenant au demandeur et/ou aux personnes avec qui il partage la même résidence principale, à condition que ni lui, ni ces personnes, ne possèdent un autre bien bâti;

2° soit du seul bien immeuble non bâti appartenant au demandeur et/ou aux personnes avec qui il partage la même résidence principale, à condition que ni lui, ni ces personnes ne possèdent un autre bien bâti ou non bâti;

une première tranche de 37 200 euros de la valeur vénale est immunisée.

Pour l'application de l'alinéa précédent, est considérée également comme maison d'habitation du demandeur et/ou des personnes avec qui il partage la même résidence principale, le seul bateau de navigation intérieure visé à l'article 271, alinéa premier, du Livre II, Titre X, du Code de Commerce, qui leur appartient et leur sert d'habitation d'une manière durable.

Art. 24. Pour les capitaux mobiliers, placés ou non, il est porté en compte, le cas échéant après application de l'article précédent, une somme égale à 4 p.c. de la tranche de 6 200 euros à 18 600 euros et à 10 p.c. des montants supérieurs à cette tranche.

Art. 25. Lorsque le demandeur partage la même résidence principale avec une ou plusieurs autres personnes, l'immunisation visée à l'article précédent s'applique à la somme de leurs capitaux mobiliers.

Sous-section 3. — Immunisation générale

Art. 26. Le montant de la garantie de revenus, visé à l'article 6 de la loi, est diminué de la partie des ressources qui excède 625 euros par an.

Toutefois, ce montant est de 1 000 euros lorsque le demandeur satisfait aux conditions de l'article 6, § 2, de la loi.

Section 2. — Les ressources à prendre en compte

Sous-section 1^{re}. — Les revenus professionnels

Art. 27. Lorsque le demandeur et/ou les personnes avec qui il partage la même résidence principale, exerce une activité professionnelle rémunérée autre qu'une activité professionnelle de travailleur indépendant, il est tenu compte d'un montant forfaitaire égal aux trois quarts de la rémunération brute.

Art. 28. Lorsque le demandeur et/ou les personnes avec qui il partage la même résidence principale, exerce une activité professionnelle de travailleur indépendant, sont pris en considération dans le calcul des ressources les revenus professionnels définis à l'article 11 de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des

5° de tegemoetkomingen uitbetaald in het raam van de wetten betreffende de gebrekkigen en verminkten, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 3 februari 1961, en van de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de mindervaliden;

6° de tegemoetkomingen uitbetaald in het raam van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

7° de verwarmingstoelage toegekend aan bepaalde rechthebbenden op een pensioen ten laste van de werknemersregeling.

Onderafdeling 2. — Gedeeltelijk vrijgestelde inkomsten

Art. 20. Voor de toepassing van artikel 8 van de wet, wordt van het globaal kadastraal inkomen van de bebouwde onroerende goederen, die de aanvrager en/of iedere persoon die met hem dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, in volle eigendom of in vruchtgebruik bezitten, een bedrag van 743,68 euro afgetrokken.

Dit bedrag wordt met 123,95 euro verhoogd voor elk kind waarvoor de aanvrager en/of iedere persoon waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, kinderbijslag geniet.

Art. 21. Indien de aanvrager en/of de personen waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt samen uitsluitend de volle eigendom of het vruchtgebruik hebben van onbebouwde onroerende goederen, wordt voor de toepassing van artikel 8 van de wet bij de berekening van de bestaansmiddelen rekening gehouden met de som van de kadastrale inkomens van die goederen, verminderd met 29,75 euro.

Art. 22. Bij het in mindering brengen van de pensioenen op het bedrag van de inkomensgarantie wordt rekening gehouden met 90 % van de in artikel 12 van de wet bedoelde voordelen waarop de aanvrager en/of de personen waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, gerechtigd zijn.

Art. 23. In geval van afstand ten bezwarende titel van :

1° hetzij het woonhuis van de aanvrager en/of de personen waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, op voorwaarde dat hij noch die personen een ander bebouwd onroerend goed bezitten;

2° hetzij het enige onbebouwd onroerend goed van de aanvrager en/of de personen waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, op voorwaarde dat hij, noch die personen een ander onbebouwd of bebouwd onroerend goed bezitten;

wordt de eerste schijf van 37 200 euro van de verkoopwaarde vrijgesteld.

Voor de toepassing van het vorige lid wordt eveneens als woonhuis van de aanvrager en/of de personen waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt beschouwd, het enige binnenschip als bedoeld in artikel 271, eerste lid, van Boek II, Titel X, van het Wetboek van Koophandel dat hen toebehoort en hen op duurzame wijze tot woning dient.

Art. 24. Voor de al dan niet belegde roerende kapitalen wordt, nadat in voorkomend geval de bepalingen van het vorige artikel werden toegepast, rekening gehouden met 4 % van de schijf gelegen tussen 6 200 euro en 18 600 euro, en met 10 % van de boven die schijf gelegen bedragen.

Art. 25. De in het vorige artikel bedoelde vrijstelling wordt, wanneer de aanvrager met één of meerdere personen dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, toegepast op de som van hun roerende kapitalen.

Onderafdeling 3. — Algemene vrijstelling

Art. 26. Het bedrag van de inkomensgarantie, beoogd bij artikel 6 van de wet, wordt verminderd met het gedeelte van de bestaansmiddelen dat 625 euro per jaar overschrijdt.

Dat bedrag is evenwel 1 000 euro per jaar wanneer de aanvrager voldoet aan de bepalingen van artikel 6, § 2, van de wet.

Afdeling 2. — In aanmerking te nemen bestaansmiddelen

Onderafdeling 1. — Het beroepsinkomen

Art. 27. Wanneer de aanvrager en/of de personen waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, een andere beroepsarbeid verricht dan een beroepsarbeid als zelfstandige, wordt rekening gehouden met een forfaitair bedrag, gelijk aan drie vierden van het brutoloon.

Art. 28. Wanneer de aanvrager en/of de personen waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt een beroepsarbeid als zelfstandige verricht, wordt, bij het berekenen van de bestaansmiddelen, het beroepsinkomen in aanmerking genomen dat bepaald is bij artikel 11 van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting

travailleurs indépendants, afférents à l'année civile précédant celle au cours de laquelle prend cours la décision administrative.

Lorsqu'il s'agit d'un aidant qui n'a pas de rémunération réelle, il est tenu compte d'un montant forfaitaire égal aux trois quarts de la dernière rémunération fictive déclarée auprès de l'administration des contributions directes.

Art. 29. En cas de début ou de reprise d'une activité professionnelle de travailleur indépendant, aussi longtemps qu'il ne peut être fait application de l'article 28, alinéa 1^{er}, et dans tous les cas où il ne peut être fait référence à des revenus professionnels déterminés par l'administration des contributions directes, il est porté en compte les revenus professionnels déclarés par le demandeur et/ou les personnes avec qui il partage la même résidence principale. Ces revenus peuvent être vérifiés, et, le cas échéant, rectifiés sur la base d'éléments recueillis auprès de l'administration précitée.

Art. 30. § 1^{er}. Les revenus professionnels ne sont plus portés en compte à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel survient la cessation de toute activité professionnelle.

§ 2. Si le demandeur et/ou les personnes avec qui il partage la même résidence principale exerçaient des activités professionnelles distinctes et qu'ils mettent fin à l'une d'elles, il n'est plus tenu compte à partir du premier jour du mois qui suit celui de la cessation que des revenus produits par l'activité continuée.

Art. 31. Lorsque le demandeur partage la même résidence principale avec une ou plusieurs autres personnes, il est tenu compte pour la fixation des ressources de la somme de leur revenus professionnels visés dans la présente sous-section.

Sous-section 2. — Les capitaux mobiliers et les cessions

Art. 32. § 1^{er}. Lorsque le demandeur et/ou les personnes avec qui il partage la même résidence principale, ont cédé à titre onéreux ou à titre gratuit des biens meubles ou immeubles, il est, sans préjudice de l'application de l'article 23, porté en compte un montant forfaitaire qui correspond à la valeur vénale des biens au moment de la cession.

Le montant forfaitaire visé à l'alinéa premier est établi en appliquant à la valeur vénale des biens au moment de la cession les modalités de calcul visées à l'article 24.

§ 2. La valeur vénale des biens meubles ou immeubles cédés, dont le demandeur et/ou les personnes avec qui il partage la même résidence principale, sont propriétaires ou usufruitiers en indivis, est multipliée par une fraction qui exprime l'importance des droits du demandeur et/ou de ces personnes dans ces biens avec qui il partage la même résidence principale.

§ 3. En cas de cession de l'usufruit, sa valeur est évaluée à raison de 40 p.c. de la valeur en pleine propriété.

Art. 33. En cas de cession à titre onéreux de biens meubles ou immeubles, les dettes personnelles au demandeur et/ou aux personnes avec qui il partage la même résidence principale, sont déduites de la valeur vénale des biens cédés au moment de la cession, à condition :

1° qu'il s'agisse de dettes personnelles au demandeur et/ou aux personnes qui partagent la même résidence principale;

2° que les dettes aient été contractées avant la cession;

3° que les dettes aient été apurées en tout ou en partie à l'aide du produit de la cession.

Art. 34. § 1^{er}. En cas de cession à titre onéreux d'un bien immeuble et sans préjudice des dispositions de l'article précédent, il est déduit de la valeur vénale du bien, pour autant qu'il s'agisse du bien immeuble visé à l'article 23, un abattement annuel de 1 250 euros ou de 2 000 euros selon que le demandeur obtient la garantie de revenus en vertu de l'article 6, § 1^{er}, ou 6, § 2, de la loi.

L'abattement déductible est calculé proportionnellement au nombre de mois compris entre le premier du mois qui suit la date de la cession et la date de prise de cours de la garantie de revenus.

§ 2. Une fois par an, à la date anniversaire de la prise de cours de la garantie de revenus, la valeur vénale est diminuée d'office exclusivement d'un des montants visés au § 1^{er}. A cette fin, il est vérifié au 1^{er} janvier de l'année considérée si l'intéressé satisfait toujours aux conditions visées à l'article 6, § 1^{er}, ou 6, § 2, de la loi.

van het sociaal statuut der zelfstandigen en betrekking heeft op het kalenderjaar voorafgaand aan dat waarin de administratieve beslissing ingaat.

Wanneer het een helper betreft die geen werkelijk loon heeft, wordt rekening gehouden met een forfaitair bedrag gelijk aan drie vierden van het laatste loon bij de administratie van de directe belastingen aangegeven fictief loon.

Art. 29. In geval van begin of hervatting van een beroepsarbeid als zelfstandige wordt, zolang artikel 28, eerste lid, niet kan worden toegepast en in al de gevallen waarin er niet naar een door de administratie van de directe belastingen vastgesteld beroepsinkomen kan worden verwezen, het beroepsinkomen in rekening gebracht dat is aangegeven door de aanvrager en/of de personen die met hem dezelfde hoofdverblijfplaats delen. Dat inkomen kan nagezien en, in voorkomend geval, verbeterd worden op grond van bij de voormelde administratie verkregen gegevens.

Art. 30. § 1. Het beroepsinkomen wordt niet meer in rekening gebracht vanaf de eerste dag van de maand die volgt op deze in de loop waarvan alle beroepsarbeid wordt stopgezet.

§ 2. Indien de aanvrager en/of de personen waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt onderscheidene beroepsbezigheden uitoefenden en zij aan één ervan een einde stellen, wordt vanaf de eerste dag van de maand die volgt op deze van de stopzetting, nog slechts rekening gehouden met het inkomen voortgebracht door de arbeid die wordt voortgezet.

Art. 31. Indien de aanvrager met één of meerdere personen dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, wordt bij de vaststelling van de bestaansmiddelen de som van hun in deze onderafdeling bedoelde beroepsinkomsten in aanmerking genomen.

Onderafdeling 2. — De roerende kapitalen en de afstanden

Art. 32. § 1. Wanneer de aanvrager en/of de personen waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, ten bezwarende titel of om niet roerende of onroerende goederen heeft afgestaan, wordt, onverminderd de toepassing van artikel 23, een forfaitair inkomen in aanmerking genomen dat overeenstemt met de verkoopwaarde van de goederen op het tijdstip van de afstand.

Het in het eerste lid bedoelde forfaitair bedrag wordt vastgesteld door op de verkoopwaarde van de goederen op het tijdstip van de afstand de bij artikel 24 beoogde berekeningsmodaliteiten toe te passen.

§ 2. De verkoopwaarde van de afgestane roerende of onroerende goederen, waarvan de aanvrager en/of de personen waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, eigenaar of vruchtgebruiker in onverdeeldheid waren, wordt vermenigvuldigd met de breuk die het aandeel van de aanvrager en/of de personen waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt in de onverdeeldheid uitdrukt.

§ 3. Bij afstand van vruchtgebruik wordt de waarde daarvan vastgesteld op 40 % van de waarde in volle eigendom.

Art. 33. In geval van afstand onder bezwarende titel van roerende of onroerende goederen worden de persoonlijke schulden van de aanvrager en/of van de personen die met hem dezelfde hoofdverblijfplaats delen, afgetrokken van de verkoopwaarde van de afgestane goederen op het ogenblik van de afstand op voorwaarde dat :

1° het persoonlijke schulden betreft van de aanvrager en/of van de personen die met hem dezelfde hoofdverblijfplaats delen;

2° de schulden werden aangegaan vóór de afstand;

3° de schulden werden afgelost of gedeeltelijk terugbetaald met de opbrengst van de afstand.

Art. 34. § 1. In geval van afstand onder bezwarende titel van een onroerend goed en onverminderd de bepalingen van het vorige artikel wordt, voor zover het een in artikel 23 bedoeld onroerend goed betreft, een jaarbedrag van 1 250 euro of van 2 000 euro van de verkoopwaarde afgetrokken naargelang aan de aanvrager een inkomensgarantie krachtens artikel 6, § 1, of 6, § 2, van de wet wordt toegekend.

Het aftrekbaar bedrag wordt berekend in verhouding tot het aantal maanden begrepen tussen de eerste van de maand die volgt op de datum van de afstand en de ingangsdatum van de inkomensgarantie.

§ 2. De verkoopwaarde wordt uitsluitend van ambtswege, eenmaal per jaar op de verjaardag van de ingangsdatum van de inkomensgarantie met één van de in § 1 bedoelde bedragen verminderd. Te dien einde wordt op 1 januari van het beschouwde jaar nagegaan of de aanvrager nog aan de in artikel 6, § 1, of 6, § 2, bedoelde voorwaarden voldoet.

Sous-section 3. — Les biens immeubles

Art. 35. § 1^{er}. Il est porté en compte pour le calcul des ressources, tant pour les immeubles bâtis que non bâtis, le montant non immunisé du revenu cadastral multiplié par 3.

§ 2. Les biens immobiliers situés à l'étranger sont pris en considération conformément aux dispositions applicables aux biens immobiliers situés en Belgique.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il faut entendre par revenu cadastral toute base d'imposition analogue prévue par la législation fiscale du lieu de situation de ce bien.

§ 3. Le revenu cadastral d'une partie d'immeuble est égal au revenu cadastral de l'immeuble multiplié par la fraction représentant la partie de cet immeuble.

Le demandeur produit les éléments de preuve requis à l'Office.

Art. 36. § 1^{er}. Lorsque le demandeur et/ou les personnes avec qui il partage la même résidence principale, ont la qualité de propriétaire ou d'usufruitier indivis, le revenu cadastral est multiplié, avant application des articles 20 et 21, par la fraction ou la somme des fractions qui exprime l'importance des droits en indivis, en pleine propriété ou en usufruit, du demandeur et/ou de ces personnes avec qui il partage la même résidence.

§ 2. Lorsque l'immeuble est grevé d'hypothèque, le montant pris en considération pour l'établissement des ressources peut être diminué du montant annuel des intérêts hypothécaires pour autant :

1° que la dette ait été contractée par le demandeur et/ou une des personnes avec qui il partage la même résidence principale pour des besoins propres et que le demandeur prouve la destination donnée au capital emprunté;

2° que le demandeur prouve que les intérêts hypothécaires étaient exigibles et ont été réellement acquittés pour l'année précédant celle de la prise de la décision.

Toutefois, le montant de la réduction ne peut être supérieur à la moitié du montant des ressources à prendre en considération.

Lorsque l'immeuble a été acquis moyennant le paiement d'une rente viagère, le montant pris en considération pour l'établissement des ressources est diminué du montant de la rente viagère payée effectivement par le demandeur et/ou une des personnes avec qui il partage la même résidence principale. L'alinéa 2 du présent paragraphe est applicable à cette réduction.

Section 3. — La déduction des pensions

Art. 37. Pour l'application de l'article 12 de la loi, est pris en considération le montant qui aurait été payé avant réduction ou suspension de la prestation :

1° qui fait l'objet d'une réduction en raison de la récupération d'un indu;

2° dont le paiement est suspendu à titre de sanction.

Art. 38. Les compléments, qui ne sont pas considérés comme faisant partie intégrante de la pension, ne sont pas portés en diminution de la garantie de revenus.

Art. 39. Sans préjudice de l'application des articles 19, 3°, et 38, le montant de la garantie de revenus est diminué du montant de pension déterminé conformément à l'article 22, le cas échéant, après que celui-ci ait été diminué du montant fixé par décision de justice et des pensions alimentaires effectivement payés.

En cas de modification du montant des pensions autre que celle visée à l'article 14, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, la garantie de revenus est recalculée et mise en paiement sans faire l'objet d'une nouvelle décision.

CHAPITRE IV

Des modalités de paiement et des conditions de paiement

Section 1. — Des modalités de paiement

Art. 40. La garantie de revenus est acquise par douzièmes et payable par mois.

Onderafdeling 3. — De onroerende goederen

Art. 35. § 1. Bij de berekening van de bestaansmiddelen wordt, zowel voor de bebouwde als voor de onbebouwde onroerende goederen, het bedrag van het niet-vrijgesteld kadastraal inkomen vermenigvuldigd met 3.

§ 2. De in het buitenland gelegen onroerende goederen worden in aanmerking genomen overeenkomstig de bepalingen die toepasselijk zijn op de in België gelegen onroerende goederen.

Voor de toepassing van het eerste lid moet onder kadastraal inkomen verstaan worden, elke gelijkaardige grondslag van belasting waarin bij de fiscale wetgeving van de plaats waar de goederen gelegen zijn, is voorzien.

§ 3. Het kadastraal inkomen van een gedeelte van een onroerend goed is gelijk aan het kadastraal inkomen van het onroerend goed vermenigvuldigd met de breuk die het gedeelte van dat onroerend goed vertegenwoordigt.

De aanvrager legt de nodige bewijsstukken aan de Rijksdienst voor.

Art. 36. § 1. Wanneer de aanvrager en/of de personen die dezelfde hoofdverblijfplaats delen de hoedanigheid van eigenaar of van vruchtgebruiker in onverdeeldheid hebben, wordt het kadastraal inkomen vermenigvuldigd met de breuk of de som van de breuken die het aandeel, in volle eigendom of in vruchtgebruik, van de aanvrager en/of de personen waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt in de onverdeeldheid uitdrukt, vooraleer de artikelen 20 en 21 worden toegepast.

§ 2. Wanneer het onroerend goed met hypotheek bezwaard is, mag het bedrag, in aanmerking genomen voor de vaststelling van de bestaansmiddelen, verminderd worden met het jaarlijks bedrag van de hypotheecaire interesten, op voorwaarde :

1° dat de schuld door de aanvrager en/of de personen waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, werd aangegaan voor eigen behoeften en de aanvrager de aan het ontleend kapitaal gegeven bestemming bewijst;

2° dat de aanvrager bewijst dat de hypotheecaire interesten eisbaar waren en werkelijk werden betaald voor het jaar dat datgene van de ingangsdatum van de beslissing voorafgaat.

Het bedrag van de vermindering mag evenwel niet hoger zijn dan de helft van het in aanmerking te nemen bedrag van de bestaansmiddelen.

Wanneer het onroerend goed werd verworven mits betaling van een lijfrente, wordt het bedrag, in aanmerking genomen voor de vaststelling van de bestaansmiddelen, verminderd met het bedrag van de lijfrente die door de aanvrager en/of iedere persoon waarmee hij dezelfde hoofdverblijfplaats deelt, werkelijk wordt betaald. Het tweede lid van deze paragraaf is van toepassing op deze vermindering.

Afdeling 3. — De aftrek van de pensioenen

Art. 37. Voor de toepassing van artikel 12 van de wet wordt het bedrag in aanmerking genomen dat uitbetaald geweest zou zijn vóór de vermindering of de schorsing van de uitkering :

1° die het voorwerp uitmaakt van een vermindering om reden van de terugvordering van een onverschuldigd uitbetaald bedrag;

2° waarvan de uitbetaling geschorst is ten titel van sanctie.

Art. 38. De toeslagen die niet als een integrerend bestanddeel van het pensioen worden beschouwd, worden niet in mindering gebracht op de inkomensgarantie.

Art. 39. Onverminderd de toepassing van de artikelen 19, 3°, en 38, wordt het bedrag van de inkomensgarantie verminderd met het volgens artikel 22 vastgestelde pensioenbedrag, nadat dit, in voorkomend geval, werd verminderd met het bedrag van de bij een rechterlijke beslissing vastgestelde en effectief betaalde onderhoudsgelden.

Bij wijziging in het pensioenbedrag, andere dan de wijziging bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, 3°, wordt de inkomensgarantie herberekend en betaalbaar gesteld, zonder het voorwerp uit te maken van een nieuwe beslissing.

HOOFDSTUK IV

De betalingsmodaliteiten en de betaalvoorwaarden

Afdeling 1. — De betalingsmodaliteiten

Art. 40. De inkomensgarantie is verworven per twaalfden en betaalbaar per maand.

La garantie de revenus est payée par l'Office :

— soit au moyen d'assignations postales dont le montant est payable au domicile en mains du bénéficiaire;

— soit, si le bénéficiaire en a fait la demande, sur un compte personnel ouvert auprès d'un organisme financier.

L'envoi de pièces à l'intéressé et l'exécution de paiements au bénéficiaire de la garantie de revenus se font à la résidence principale de ceux-ci.

Il peut toutefois être dérogé à cette obligation sur demande écrite de l'intéressé ou de son mandataire, adressée à l'Office.

Art. 41. En cas de décès du bénéficiaire de la garantie de revenus, les arrérages échus et non payés sont versés dans l'ordre suivant à la personne :

- 1° qui a acquitté les frais de funérailles;
- 2° qui est intervenue dans les frais d'hospitalisation.

Les ayants droit qui désirent obtenir la liquidation, à leur profit, des arrérages échus et non payés à un bénéficiaire décédé, doivent adresser une demande directement à l'Office. La demande, datée et signée, doit être établie sur un formulaire conforme au modèle approuvé par l'Office. Le bourgmestre de la commune où le défunt avait sa résidence principale certifie l'exactitude des renseignements qui sont mentionnés sur ce formulaire et le contresigne.

Sous peine de forclusion, les demandes de paiement d'arrérages doivent être introduites dans un délai de six mois. Ce délai prend cours le jour du décès du bénéficiaire ou le jour de l'envoi de la notification de la décision, si celle-ci a été envoyée après le décès.

Section 2. — Des conditions de paiement

Art. 42. Est considéré comme ayant en Belgique sa résidence réelle visée à l'article 1^{er}, 5°, de la loi, le bénéficiaire qui y a sa résidence principale et qui y séjourne en permanence et effectivement.

En vue du paiement de la garantie de revenus est assimilé à un séjour permanent et effectif en Belgique :

- 1° le séjour à l'étranger pendant moins de trente jours, consécutifs ou non, par année civile;
- 2° le séjour à l'étranger pendant trente jours ou davantage, consécutifs ou non par année civile, suite à l'admission occasionnelle et temporaire dans un hôpital ou dans un autre établissement de soins;
- 3° le séjour à l'étranger pendant trente jours ou davantage, consécutifs ou non par année civile, pour autant que des circonstances exceptionnelles justifient ce séjour et à condition que le Comité de gestion de l'Office national des Pensions ait donné l'autorisation pour celui-ci.

Lorsque la période visée à l'alinéa 2, 1°, est dépassée et sans préjudice des dispositions du même alinéa 2, 2°, le paiement de la garantie de revenus est suspendu pour chaque mois calendrier au cours duquel le bénéficiaire ne séjourne pas de façon ininterrompue en Belgique.

Le bénéficiaire de la garantie de revenus qui quitte le Royaume est obligé d'en aviser au préalable l'Office en indiquant la durée de son séjour à l'étranger.

Le contrôle des dispositions prévues aux alinéas précédents est effectué par la demande de renvoi de certificats de résidence adressés tous les mois de façon aléatoire à 5 % des bénéficiaires pour lesquels la garantie de revenus est payée sur un compte personnel ouvert auprès d'un organisme financier, à l'exclusion toutefois des ayants droits qui sont accueillis dans une maison de repos, une maison de repos et de soin ou une institution de soins psychiatriques.

Art. 43. La garantie de revenus n'est pas payée pendant la durée de leur détention ou de leur internement à l'égard des bénéficiaires détenus dans les prisons ou internés dans un établissement de défense sociale.

Toutefois, les bénéficiaires peuvent prétendre à la garantie de revenus afférente à la période de leur détention préventive à condition pour eux d'établir qu'ils ont été acquittés par une décision de justice coulée en force de chose jugée du chef de l'infraction qui a donné lieu à cette détention. Il en est de même dans les cas de non-lieu ou de mise hors cause.

De inkomensgarantie wordt door de Rijksdienst vereffend :

— hetzij door middel van postassignaties waarvan het bedrag thuis bij en persoonlijk aan de gerechtigde betaalbaar is;

— hetzij, zo de gerechtigde daarom heeft verzocht, op een persoonlijke rekening geopend bij een financiële instelling.

Het toezenden van stukken aan de betrokkene en het uitvoeren van betalingen aan de gerechtigde op een inkomensgarantie gebeuren op hun hoofdverblijfplaats.

Van deze verplichting kan evenwel afgeweken worden op schriftelijk verzoek van de betrokkene of van zijn lasthebber, gericht aan de Rijksdienst.

Art. 41. In geval van overlijden van de gerechtigde op de inkomensgarantie, worden de vervallen en niet-uitbetaalde termijnen uitbetaald in de volgende orde aan de persoon die :

- 1° die de begrafeniskosten heeft betaald;
- 2° in de verplegingskosten is tussengekomen.

De rechthebbenden die de vereffening van de vervallen en aan een overleden gerechtigde niet-uitbetaalde termijnen te hunnen voordele wensen te verkrijgen, moeten een aanvraag rechtstreeks tot de Rijksdienst richten. De aanvraag, gedateerd en ondertekend, moet opgemaakt worden op een formulier conform het door de Rijksdienst goedgekeurd model. De burgemeester van de gemeente waar de overledene zijn hoofdverblijfplaats had, bevestigt de juistheid van de op dit formulier vermelde gegevens en ondertekent dit mede.

Op straffe van verval moeten de aanvragen tot uitbetaling van de termijnen ingediend worden binnen een termijn van zes maanden. Die termijn gaat in op de dag van het overlijden van de gerechtigde of op de dag van de verzending van de kennisgeving van de beslissing indien deze na het overlijden werd verzonden.

Afdeling 2. — De betaalvoorwaarden

Art. 42. Wordt geacht zijn werkelijke verblijfplaats, bedoeld in artikel 1, 5°, in België te hebben de gerechtigde die er zijn hoofdverblijfplaats heeft en die er bestendig en daadwerkelijk verblijft.

Met het oog op de betaling van de inkomensgarantie wordt met bestendig en daadwerkelijk verblijf in België gelijkgesteld :

- 1° het verblijf in het buitenland gedurende minder dan dertig al dan niet opeenvolgende dagen per kalenderjaar;
- 2° het verblijf in het buitenland gedurende dertig al dan niet opeenvolgende dagen per kalenderjaar of langer, ten gevolge van een toevallige opname in een ziekenhuis of een andere instelling voor zorgenversterking;

- 3° het verblijf in het buitenland gedurende dertig al dan niet opeenvolgende dagen per kalenderjaar of langer, voor zover uitzonderlijke omstandigheden dit verblijf wettigen en op voorwaarde dat het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Pensioenen hiertoe de toelating heeft verleend.

Wanneer de in het tweede lid, 1°, bedoelde periode wordt overschreden en onverminderd de bepalingen van hetzelfde tweede lid, 2°, wordt de uitbetaling van de inkomensgarantie geschorst voor elke kalendermaand tijdens welke de gerechtigde niet ononderbroken in België verblijft.

De gerechtigde op de inkomensgarantie die het Koninkrijk verlaat is verplicht de Rijksdienst voorafgaandelijk daarvan in te lichten met vermelding van de duur van zijn verblijf in het buitenland.

De controle op de bepalingen van de vorige leden gebeurt door elke maand steekproefsgewijze verblijfsbewijzen op te vragen voor 5 % van de gerechtigden voor wie de inkomensgarantie wordt betaald op een persoonlijke rekening, geopend bij een financiële instelling, met uitsluiting evenwel van de gerechtigden die opgenomen zijn in een rusthuis, in een rust- en verzorgingstehuis of in een psychiatrische verzorgingsinstelling.

Art. 43. De inkomensgarantie wordt niet uitbetaald voor de duur van hun gevangenschap of van hun opsluiting, aan de gerechtigden die in gevangnissen zijn opgesloten of die in een instelling van sociaal verweer zijn opgenomen.

De gerechtigden mogen evenwel aanspraak maken op de inkomensgarantie die betrekking heeft op de periode van hun voorlopige hechtenis, op voorwaarde dat zij van het misdrijf dat tot die hechtenis aanleiding heeft gegeven, bij een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing werden vrijgesproken. Hetzelfde geldt voor de gevallen van buitenvervolginstelling of van buitenzaakstelling.

Art. 44. La garantie de revenus n'est pas payée, pendant la durée de leur placement, aux bénéficiaires placés aux frais exclusifs des pouvoirs publics dans une institution de soins psychiatriques.

Art. 45. La somme qu'un centre public d'aide sociale ou le fonds compétent d'aide ou d'assistance peut exiger comme part d'intervention dans les frais d'hospitalisation ne peut dépasser les trois quarts de la garantie de revenus.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires

Art. 46. Par dérogation à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi, le montant du revenu garanti n'est pas comparé d'office au 1^{er} juin 2001 avec le montant de la garantie de revenus allouable en vertu de la loi pour les personnes qui simultanément :

— bénéficient du revenu garanti aux personnes âgées en vertu de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées, et

— qui partagent la même résidence principale avec une ou plusieurs autres personnes que celles visées à l'article 6, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales et abrogatoires

Art. 47. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2001.

Art. 48. Notre Ministre des pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mai 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

Art. 44. De inkomensgarantie wordt niet uitbetaald, voor de duur van hun opnemings, aan de gerechtigden die, uitsluitend ten laste van de openbare besturen, geplaatst zijn in een psychiatrische verzorgingsinstelling.

Art. 45. Het bedrag dat een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of het bevoegde hulp- of bijstandsfonds als aandeel in de verplegingskosten kan opeisen, mag niet hoger zijn dan drie vierden van de inkomensgarantie.

HOOFDSTUK VI. — Overgangsbepalingen

Art. 46. In afwijking van artikel 16, § 1, eerste lid, van de wet wordt het bedrag van het gewaarborgd inkomen op 1 juni 2001 niet van ambtswege met het krachtens de wet toekennbare bedrag van de inkomensgarantie vergeleken voor de personen die gelijktijdig :

— in het genot zijn van een krachtens artikel 2, § 1, eerste lid, van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden vastgesteld gewaarborgd inkomen, en

— dezelfde hoofdverblijfplaats met één of meerdere, andere dan in artikel 6, § 2, 2^e lid, van de wet bedoelde, personen delen.

HOOFDSTUK VII. — Slot- en opheffingsbepalingen

Art. 47. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2001.

Art. 48. Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 mei 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

F. 2001 — 1436

[C — 2001/22295]

5 AVRIL 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 6 février 1946 portant réglementation de la conservation et du débit des substances vénéneuses et soporifiques

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques, notamment l'article 1^{er}, modifié par les lois des 11 mars 1958, 1^{er} juillet 1976 et 14 juillet 1994;

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 20 octobre 1998;

Vu l'arrêté du Régent du 6 février 1946 portant réglementation de la conservation et du débit des substances vénéneuses et soporifiques, notamment l'article 2, modifié par l'arrêté royal du 18 février 1974 et l'article 3, rubrique « liste IV », modifié par les arrêtés royaux des 18 février 1974, 30 juin 1989, 9 janvier 1992, 7 juin 1993, 25 novembre 1994, 22 décembre 1997 et 22 septembre 2000;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que :

— par la Commission des médicaments un avis favorable a été émis pour le médicament Norlevo afin d'exonérer la délivrance de ce médicament de la prescription médicale, vu son effet efficient et non toxique contraceptif;

— les dispositions concernées de l'arrêté du Régent du 6 février 1946 portant réglementation de la conservation et du débit des substances vénéneuses et soporifiques relatives à la délivrance des préparations hormonales à usage interne doivent être adaptées sans délai, pour que la délivrance du médicament Norlevo peut s'effectuer sans prescription médicale;

— la mise à disposition du public de ce médicament ne peut pas être retardée, vu son effet innovatif préventif relatif à la prévention des grossesses non désirées, notamment chez des mineurs;

— d'autre part, par arrêté royal du 22 septembre 2000 modifiant l'arrêté du Régent du 6 février 1946 susmentionné les spécialités pharmaceutiques ont été exonérées de l'obligation de mentionner l'étiquette n° 1 (c.à.d. la tête de mort et la mention « Poison - Vergift »);

N. 2001 — 1436

[C — 2001/22295]

5 APRIL 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het besluit van de Regent van 6 februari 1946 houdende reglement op het bewaren en het verkopen van giftstoffen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 11 maart 1958, 1 juli 1976 en 14 juli 1994;

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 6, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 20 oktober 1998;

Gelet op het besluit van de Regent van 6 februari 1946 houdende reglement op het bewaren en het verkopen van giftstoffen, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 februari 1974 en artikel 3, rubriek « lijst IV », gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 februari 1974, 30 juni 1989, 9 januari 1992, 7 juni 1993, 25 november 1994, 22 december 1997 en 22 september 2000;

Gelet op het verzoek om een spoedbehandeling gemotiveerd door het feit dat :

— voor het geneesmiddel Norlevo, gezien zijn efficiënte en niet-toxische contraceptieve werking, door de Geneesmiddelencommissie een gunstig advies werd verleend om de aflevering van dit geneesmiddel vrij te stellen van het medisch voorschrift;

— de desbetreffende bepalingen van het besluit van de Regent van 6 februari 1946 houdende reglement op het bewaren en verkopen van giftstoffen inzake de aflevering van hormoonpreparaten voor inwendig gebruik, zonder verwijl dienen aangepast te worden, zodat de aflevering van het geneesmiddel Norlevo vrij van medisch voorschrift zou kunnen gebeuren;

— het terbeschikking stellen van het publiek van dit geneesmiddel niet kan uitgesteld worden, gezien zijn innovatieve preventieve werking inzake het voorkomen van ongewenste zwangerschappen, in het bijzonder bij minderjarigen;

— anderzijds, bij het koninklijk besluit van 22 september 2000 tot wijziging van bovenvermeld besluit van de Regent van 6 februari 1946 de farmaceutische specialiteiten ontheven werden van de verplichting het etiket nr. 1 te vermelden (t.t.z. het doodshoofd en de vermelding « Vergift - Poison »);